

TABLE DES MATIÈRES

Liste des auteurs	V
Accueil	1
Propos introductifs	5
Première partie. La pluralité de parties	9
Chapitre 1. La pluralité de parties : introduction	11
I. La pluralité de parties à l'instance et le traitement du litige.....	13
II. La pluralité de parties au litige et le traitement de l'instance	16
Chapitre 2. Les notions de la pluralité de parties	21
I. Les notions de pluralité de parties unies substantiellement.....	23
A. Reconnaissance des effets de la pluralité de parties	23
B. Consistance des liens unissant la pluralité de parties.....	25
II. Les notions de pluralité de parties unies procéduralement.....	30
A. La pluralité de parties.....	30
B. La partie plurale	33
Chapitre 3. Les actes du procès et les délais de procédure à l'épreuve de la pluralité de parties	35
I. La pluralité de parties, une circonstance en principe neutre au regard des actes et délais de procédure.....	38
A. L'introduction de l'instance, les notifications et les délais de recours	38
B. L'instruction de l'affaire.....	40
II. La pluralité de parties, un événement souvent notable au regard des actes et délais de procédure.....	41
A. L'introduction de l'instance, les notifications et les délais de recours	43
B. L'instruction de l'affaire.....	46
Chapitre 4. Le jugement et les voies de recours à l'épreuve de la pluralité de parties	49
I. Un facteur de complexité au niveau des voies de recours artificiellement déjoué .	51
A. La fermeture de voies de recours par le truchement de la représentation.....	52
B. La limitation des voies de recours par la limitation artificielle de la qualité de partie	54
II. L'ajustement des voies de recours à la pluralité de parties.....	58
A. Le pourvoi provoqué contre le défendeur à l'égard duquel le demandeur initial	

TABLE DES MATIÈRES

s'est désisté	58
B. L'effet de l'arrêt de cassation à l'égard des parties absentes à l'instance de cassation	60
C. La possibilité pour la partie absente à l'instance de cassation de former de nouvelles demandes devant la cour de renvoi.....	62
Chapitre 5. Pluralité de parties à un contrat <i>versus</i> pluralité de parties à un procès.....	65
I. Compétence	67
II. Incompétence	70
III. Cohérence ?	72
Deuxième partie. Autres questions de procédure	77
Introduction	79
Chapitre 1. La question prioritaire de constitutionnalité et le procès civil	81
Section 1. Introduction	81
§ 1. QPC et contrôle de "légalité"	81
A. Les bornes de la QPC.....	82
B. Les limites du contrôle de constitutionnalité.....	82
§ 2. QPC et procédure civile	83
A. La QPC est un moyen de procédure	83
B. La QPC est-elle un moyen de perturber la procédure ?.....	83
Section 2. Nature juridique de la question prioritaire de constitutionnalité	84
Section 3. Mise en oeuvre de la question prioritaire de constitutionnalité.....	91
§ 1. Les conditions de fond de la question	91
A. La disposition critiquée	91
B. Le grief d'inconstitutionnalité.....	94
§ 2. Les domaines d'élection de la QPC en matière civile.....	96
A. Le code de commerce	96
B. Les lois de validation.....	97
C. Les sujets de société.....	99
Chapitre 2. L'expertise en matière civile	103
Section 1. Introduction	103
§ 1. La notion d'expertise et autres mécanismes proches	103
A. L'approche classique limitée à l'expertise judiciaire.....	104
B. Une approche élargie de l'expertise	104
§ 2. Les spécificités de l'expertise judiciaire.....	106
A. Un cadre processuel déterminé	106
B. Les conditions substantielles de l'expertise judiciaire	108

TABLE DES MATIÈRES

§ 3. L'expert judiciaire.....	109
Section 2. Le déroulement de l'expertise judiciaire civile.....	113
§ 1. Les droits des parties	113
A. La contradiction et ses limites	113
B. L'action des parties	116
§ 2. Les obligations de l'expert au regard du principe de la contradiction	117
A. Le contradictoire appliqué à l'expertise	117
B. Les conséquences du principe.....	118
§ 3. Le rôle du juge	119
A. Le pouvoir général de contrôle	121
B. Les décisions du juge chargé du contrôle	122
Section 3. Les contestations de l'expertise judiciaire civile	125
§ 1. La contestation par les parties de l'expertise judiciaire : la nullité	125
§ 2. La contestation de l'expertise amiable comme mode de preuve	128
§ 3. L'opposabilité des expertises aux tiers	129